



Certifiés, Agrégés e.i.L.

Convergence

Françoise Roche
Secrétaire Générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753
FR41@wanadoo.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Mobilisation contre l'emprise libérale *i.e.* capitaliste

Les libéraux, c'est-à-dire les partisans du capitalisme sans contrainte, prétendent que les services publics coûtent cher à l'Etat, donc aux contribuables. C'est pourquoi, ils préconisent que l'Etat s'en décharge le plus possible.

Comme les services publics sont aussi utiles à une foule de gens, y compris à ceux qui les trouvent trop onéreux, les capitalistes ont inventé la notion de mission de service public qui peut être dévolue au secteur privé de l'économie ; ce subterfuge montre que la mission de service public peut rapporter gros à ceux qui la récupèrent et qui sont les mêmes qui déplorent son coût trop élevé quand elle reste sous le seul contrôle de l'Etat ! Voyez le coût de l'eau lorsque sa gestion est confiée à une boîte privée, alors qu'il baisse considérablement dès que la puissance publique en assure la distribution !

Cette mauvaise foi capitaliste a pour objectif de **contester à l'Etat sa capacité à intervenir dans la vie économique** sauf à l'y contraindre quand les intérêts bancaires et d'une façon plus large les intérêts financiers privés sont en jeu !

L'Etat, en matière économique, doit se contenter d'être la vache à lait des capitalistes quand ils sont en difficulté et leur laisser le loisir de faire des bénéfices sur tous les secteurs qui rapportent y compris lorsque ces secteurs administrés par la puissance publique lui rapporteraient largement de quoi emplir ses caisses. Voyez le scandale des autoroutes dispendieuses pour les usagers, et dont l'entretien laisse à désirer parce qu'il ne faut pas écorner les profits des sociétés privées en charge de leur exploitation !

Le discours libéral qui revendique la liberté d'entreprendre à tout va, la conteste dès que l'Etat prétend en jouir dans l'intérêt du plus grand nombre parce qu'alors il soustrait les dividendes juteux aux appétits insatiables de l'actionnariat !

C'est pourquoi, l'intérêt général ne peut être bien défendu que par l'Etat-Nation, cette création démocratique qui s'est élaboré au cours des siècles et surtout depuis la fin du XVIIIème siècle.

C'est pourquoi aussi le libéralisme économique n'a qu'un souci : le saper le plus possible afin de le détruire, lui rogner les ailes avant de l'égorger.

Pour ce faire, il dispose d'une large palette de moyens d'action.

Au XXème siècle, il a, par le nationalisme et le racisme, dénaturé jusqu'au crime l'Etat-Nation ; aujourd'hui, il utilise la « barbarie douce » du management qui culpabilise les supérieurs autant que les subordonnés et celle des contraintes communautaires technocratiques (les experts) et bureaucratiques (l'irresponsabilité des commissaires) pour arriver à ses fins.

C'est donc par le déni démocratique, voyant ou larvé, que l'idéologie capitaliste réduit au maximum l'Etat-Nation et son œuvre protectrice multiséculaire au profit du système économique et social de la mondialisation qui fait de la planète Terre un immense marché régulé par les seuls intérêts privés et qui tue dans l'œuf l'émergence de la Cité Planéterre.

Alors que vient d'être célébré le 69^{ème} anniversaire de la capitulation de l'Allemagne nazie, que, dans quelques semaines, sera célébré le 70^{ème} anniversaire du débarquement allié qui a libéré l'Europe occidentale, qu'un peu plus tard seront commémorés les débuts de la première guerre mondiale et la fin de la seconde dans l'apocalypse d'Hiroshima et de Nagasaki, le capitalisme, qui a généré ces conflits et leurs cortèges de malheurs, s'installe confortablement sur l'ensemble du monde en exploitant le travail des hommes, y compris dès leurs jeunes années, et en détruisant, malgré quelques concessions à la marge, l'essentiel des lois protectrices au nom du veau d'or du XXIème siècle : la concurrence libre et non faussée !

C'est pourquoi le SNCA e.i.L. Convergence appelle ses adhérents et sympathisants à se mobiliser chaque fois qu'une action revendicative est lancée pour dénoncer et faire reculer les initiatives libérales qui pénalisent dans, le secteur privé comme dans le secteur public, l'emploi, les travailleurs, les futurs travailleurs et les retraités.

SFDB, le 9 mai 2014